Marchés du travail et disparités régionales en Pologne

Lise Bourdeau-Lepage
LATEC, UMR 5118

lisebl@club-internet.fr

Ce papier analyse empiriquement les conséquences du retour du marché en Pologne sur le niveau des inégalités régionales et sur le degré de polarisation. On observe un accroissement des disparités interrégionales et un processus de re-polarisation qui ne résultent pas d'une ré-allocation spatiale de la main-d'œuvre mais d'une ré-allocation sectorielle variable entre les régions. La recherche d'économies d'agglomération explique la concentration spatiale des activités tertiaires et de la valeur ajoutée dans les régions où sont localisées les principaux centres urbains. Il existe donc des processus cumulatifs d'agglomération. Ainsi, les avantages comparatifs initiaux en facteur travail et la plus grande diversité sectorielle des régions apparaissent comme les gages d'une adaptation plus rapide aux exigences du marché. Les tendances à la re-polarisation sont toutefois freinées par certaines rigidités du marché du travail, notamment en termes de mobilité.

This article evaluates empirically the effect of market introduction on the level of regional inequalities and on the polarisation of economic activities in Poland. We note an increase of the disparities between regions over the relevant period. The re-polarisation process cannot been explained by a spatial re-allocation of labour force but rather results of the differentiation of sectoral restructuring between regions the regional diversity of sectoral adaptation. The search for agglomeration economies explains the spatial concentration of services and of added value in the regions where the biggest cities are located. A cumulative process of agglomeration is observed. Therefore, initial comparative advantages and industrial diversity favor a better adaptation of production structures to market constraints. However, certain rigidities of the labour market like the low mobility of workers impede the re-polarisation tendencies.

Mots-clés : *Disparités régionales, marché du travail, migrations, Pologne, transition*
Labour market, migrations, Poland, regional disparities, transition

I- Introduction

La Pologne a rompu avec l'économie centralement planifiée après l'échec social, politique et économique de ce système. Elle a choisi de revenir à une économie de marché dont la forme exacte n'est pas encore parfaitement établie. Au cours de la dernière décennie, elle a entrepris des réformes politiques, sociales et économiques, qui ont amené l'ouverture du marché, le libre jeu de la concurrence et la libre détermination des prix. Durant cette période, la transformation de l'économie polonaise s'est d'abord traduite par la nécessaire adaptation des structures productives et des agents économiques aux exigences du marché. Ce processus d'adaptation n'est pas uniforme. Chaque entité régionale connaît sa propre adaptation aux nouvelles règles du marché. Pour cette raison, il est fort probable que la transition s'accompagne d'un maintien voire d'une accentuation des disparités.

La théorie du développement aussi bien que l'économie géographique nous apprennent que les dynamiques marchandes peuvent accentuer la concentration des activités économiques et des hommes dans l'espace et renforcer la polarisation par des processus cumulatifs. Alors la croissance se diffuse inégalement sur l'ensemble du territoire et bénéficie plus à certains espaces. Le marché ne permet pas nécessairement une répartition spatiale équilibrée de la croissance. En effet, nous savons que la *polarisation* est « pour une bonne part la facette territoriale du processus général de croissance économique » (Jayet *et alii*, 1996, p.130) et que l'accentuation des *disparités régionales* est un résultat possible du processus de développement économique d'une économie de marché.

Ainsi des capacités d'adaptation régionalement diversifiées se combinent avec des effets cumulatifs d'agglomération engendrés par les mécanismes marchands, les favorisent ou les freinent selon les régions. Cela conduit vraisemblablement à une nouvelle composition de l'espace national polonais, une re-polarisation, dont il faut déterminer les tendances.

Pour cela, nous mettons en relation deux champs théoriques, l'économie régionale et l'analyse de la transition, dont les liens ont encore été peu exploités.

Dans ce cadre, nous nous attacherons à identifier les conséquences du retour du marché en Pologne sur le degré de polarisation et le niveau des inégalités régionales et à montrer comment cette recomposition a été conditionnée par les capacités d'adaptation des régions polonaises, tout particulièrement au niveau du marché du travail.

Ainsi, nous étudierons l'évolution des inégalités régionales polonaises à travers les dotations en facteur travail et les mouvements sur le marché du travail. Le travail est non seulement un élément déterminant de la localisation des firmes, mais un des éléments clés conditionnant leurs capacités d'adaptation. Le choix de se concentrer sur les éléments relatifs au marché du travail se justifie par la spécificité de la période étudiée et notamment par les transformations (sectorielles) que nécessite le passage d'une économie centralement planifiée à une économie de marché. La transition se traduit par une restructuration des activités et des entreprises. Elle suppose une réorientation des activités et un développement du secteur tertiaire et particulièrement des services marchands. Ces modifications sectorielles se traduisent par des besoins de changements dans la structure de l'emploi. L'emploi s'adapte plus ou moins bien au changement systémique. De plus, ces adaptations n'ont aucune raison d'être homogènes spatialement au regard des caractéristiques de la main-d'œuvre et des spécialisations sectorielles des régions. Ainsi, l'étude des disparités régionales de dotations en facteur travail et de dynamismes du marché du travail doit nous faire mieux comprendre les variations régionales d'adaptation et de croissance au cours de la transition.

Ce papier est essentiellement empirique. Cependant, La question soulevée est particulièrement intéressante d'un point de vue théorique, notamment en raison du cadre particulier que constitue notre période d'étude. L'analyse de l'évolution des disparités régionales en Pologne au cours de la transition, période d'instauration du marché et d'inexistence d'une politique économique régionale effective permet de mesurer l'effet pur du marché sur les disparités régionales et d'observer si un processus d'agglomération et de concentration spatiale de la richesse s'est enclenché spontanément. Cette analyse permet ainsi de savoir si certains résultats théoriques de la nouvelle économie géographique concernant la concentration de la production sont corroborés.

La nouvelle économie géographique donne une explication à l'agglomération des activités et des hommes dans l'espace. Au centre de ces analyses, se trouve la distinction, chère aux théoriciens du développement régional, entre les forces d'agglomération et les forces de dispersion. Les premières sont issues des rendements croissants, de la différenciation des biens et facteurs, des externalités d'information, de la géographie physique ou encore des biens immobiles tandis que les secondes relèvent de la congestion, de l'hétérogénéité des préférences, de la dispersion de la demande, des externalités pures négatives ou bien des coûts de transport. Grâce à ces approches, on peut attribuer les disparités régionales à divers facteurs : aux dotations factorielles initiales[1], au progrès technique (Englmann & Walz, 1995), aux effets d'apprentissage, à une trop faible intégration des marchés régionaux (Krugman & Venables, 1995), à des expériences particulières du pays dans lequel elles sont observées. Il est indéniable que les choix passés de localisation des individus et des firmes entraînent une rigidité du processus de spatialisation et de développement d'un pays.

Cet article s'articulera de la manière suivante. Nous mettrons d'abord en évidence l'accroissement des disparités interrégionales au cours du processus de transition (II). Ensuite, ces inégalités régionales seront reliées aux transformations du marché du travail. Nous montrerons que le processus de re-polarisation ne résulte pas d'une ré-allocation spatiale de la main d'œuvre mais d'une ré-allocation sectorielle variable entre les régions. Ce qui se passe en Pologne n'est pas aussi simple que ce que dit la théorie, notamment en raison de la faible mobilité de la main d'œuvre dont nous déterminerons les causes matérielles. Le processus de polarisation est modelé par des problèmes d'adaptation spécifiques à la transition. Nous caractériserons les transformations visibles du marché du travail (III), en évaluant la mobilité et la capacité d'adaptation de la main-d'œuvre aux besoins de la demande de travail. Il s'agira de déterminer si la diversité des ajustements régionaux aux nouvelles exigences du marché est issue en partie des dotations factorielles initiales en travail. Enfin, nous lierons les caractéristiques différentes d'adaptation des marchés du travail régionaux à la variabilité des niveaux de richesse régionale au cours de la transformation systémique (IV).

Ainsi, ce papier montre les difficultés et la diversité régionale de l'adaptation des régions polonaises à travers le marché du travail. Il met l'accent sur le rôle joué par les dotations factorielles initiales en facteur travail sur les capacités d'adaptation régionales. Il apporte des résultats empiriques nouveaux qui relient le processus de re-polarisation aux modifications sectorielles du marché du travail. Il souligne l'accentuation des disparités régionales de croissance et montre que la croissance se concentre dans les régions où sont localisées les plus grandes villes du pays. Il met en évidence à l'Est et au Centre de la Pologne les difficultés de restructuration des activités des régions, liées à leur spécialisation sectorielle initiale. A l'Ouest, l'activité économique est plus diversifiée et l'adaptation du marché du travail se fait plus rapidement.

[1] causes de première nature, selon Krugman, 1991.

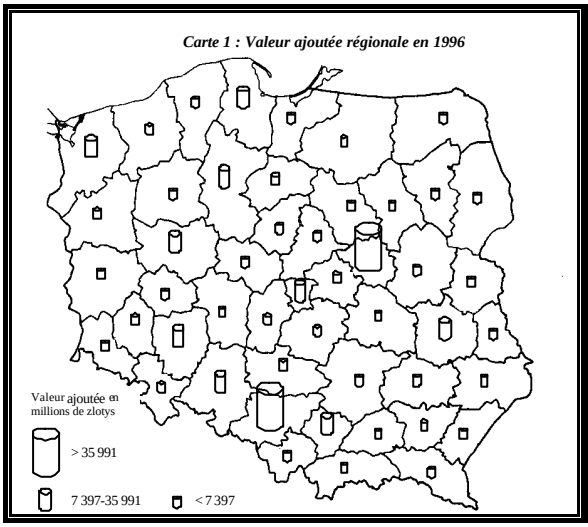
II- L'hétérogénéité régionale

Il s'agit ici d'apprécier l'ampleur des disparités dans l'espace. Les données utilisées sont issues des annuaires statistiques régionaux et généraux établis par l'institut national de statistique (GUS). Les méthodes de calcul des indicateurs ont subi quelques modifications au cours de la période d'étude, afin d'être mises en conformité avec celles de l'Union Européenne. La réforme a eu lieu en 1992. Les chiffres antérieurs à cette date sont à considérer avec précaution.

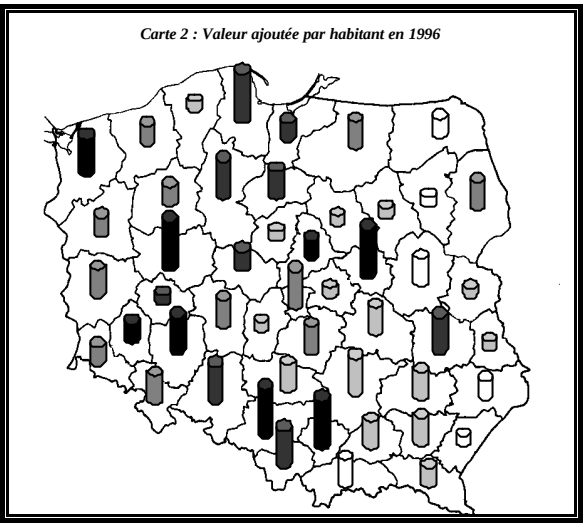
La valeur ajoutée régionale est retenue comme indicateur de la richesse régionale. Même si elle ne prend pas en compte les transferts sociaux et de revenus entre les différentes régions, puisqu'elle est évaluée à partir des quantités produites, elle fournit une approximation de la richesse relative des régions.

II.1. Les disparités à travers l'espace polonais

Il existe des disparités importantes entre les régions polonaises. Ainsi, alors que la région de Katowice représente 13,1% de la valeur ajoutée nationale, la région de Chelm n'en représente que 0,5%. Dans 11 régions (Varsovie, Katowice, Wroclaw, Poznan, Szczecin, Cracovie, Gdansk, Opole, Lublin, Bydgoszcz et Lodz), dont la plupart sont à l'Ouest, se concentre 53,4% de la valeur ajoutée nationale. Les régions de Katowice et de Varsovie produisent à elles seules 24,7% de la valeur ajoutée. Le dynamisme de ces deux régions est une caractéristique polonaise fondamentale.



Source : GUS, 1998b



Sources : GUS, 1997et 1998b

LEGENDE DE LA CARTE 2 :

Seuils de population

- de 4 000 000 habitants
- de 1 200 000 habitants
- de 800 000 habitants
- de 600 000 habitants
- de 450 000 habitants

Valeur ajoutée par habitant base 100 Pologne et catégorie

184,5-109,5 : catégorie 1
109-91,7 : catégorie 2
91,7-82,4 : catégorie 3
82,4-70,9 : catégorie 4
< 70,9 : catégorie 5

Les disparités régionales évaluées à partir de la valeur ajoutée par habitant sont moins importantes. Néanmoins, le passage de la valeur ajoutée en volume (carte 1) à la valeur ajoutée par habitant (carte 2) ne transforme que sensiblement la hiérarchie économique régionale. La région de Kielce qui a une valeur ajoutée en volume supérieure à la moyenne nationale est reléguée dans la catégorie des régions pauvres (catégorie 4). De même, la région de Lodz, dont la valeur ajoutée est des plus élevées, se retrouve dans la catégorie 3. Pareillement pour la région de Bydgoszcz, qui se situe dans la seconde catégorie en termes de richesse par habitant.

On note, en Pologne, une concentration spatiale de la richesse lorsque l'on ne prend pas en compte les transferts sociaux et de revenus. Il ne faut pas négliger les effets redistributifs des transferts interrégionaux sur la situation économique et sur le revenu des individus. Cependant, les habitants sont de manière générale plus riches dans l'Ouest du pays que dans l'Est. Une des raisons est que les régions de l'Ouest bénéficient d'une position géographique favorable, étant proches de l'Union Européenne ; de ce fait, elles disposent de programmes d'aides particuliers et d'investissements plus importants que dans le reste du pays et lient des relations commerciales avec l'Allemagne[2]. Leur dynamisme culturel, comme dans la région de Wroclaw réputée pour l'esprit d'entreprise de ses habitants, mais aussi leur passé, justifient également cette configuration spatiale de la richesse. L'histoire est donc un élément qui peut contribuer, à travers certains faits économiques, sociaux ou politiques, à modifier la structure des régions et donc conduire les espaces vers le même niveau de développement ou vers des niveaux différenciés.

II-2. Accroissement ou réduction des disparités régionales polonaises ?

Nous avons choisi le PIB par habitant afin d'évaluer l'évolution des disparités régionales en Pologne, entre 1986 et 1996. Ce choix a été guidé par un souci de coordonner la méthode appliquée aux informations disponibles.

La dispersion de la richesse par tête entre les régions pour les années disponibles est mesurée à l'aide de l'écart-type. Par conséquent, si on observe un processus de diminution des écarts du PIB par habitant entre les différentes régions, on peut conclure à une « certaine convergence », entendue comme une réduction des disparités régionales[3]. Cette analyse sera complétée par une évaluation de la manière dont la répartition des PIB par habitant entre les régions s'est modifiée dans le temps. Ainsi, les régions seront classées par rang en fonction de la valeur de leur PIB par habitant pour chacune des années disponibles. Cela permettra d'avoir quelques renseignements sur les trajectoires individuelles des régions qui composent la distribution.

a- Une plus grande concentration

L'indice retenu pour évaluer l'évolution de la répartition de la richesse est l'indice de concentration de Gini et l'indicateur de richesse est le PIB par habitant. La comparaison du PIB par habitant de chaque région et du PIB national par habitant est destinée à éliminer l'effet de la taille des régions[4]. Les résultats révèlent une augmentation de l'indice de concentration de Gini entre 1986 et 1996. L'inégalité régionale mesurée a progressé sur la période. En 1996, la géographie détermine davantage le niveau de richesse des habitants qu'en 1986. Cependant, cette inégalité reste relativement faible, l'indice de Gini étant seulement de 0,153 en 1996.

---

[2] Lire à ce sujet Bourdeau-Lepage, 2000.

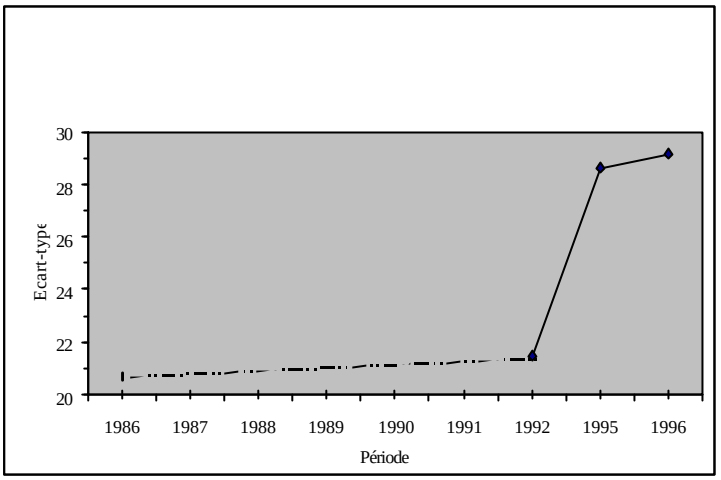
[3] Il existe de nombreuses méthodes pour évaluer la convergence ou la divergence entre pays ou régions, le lecteur intéressé par ce sujet peut se reporter à Galor, 1996.

[4] Les calculs ont été effectués à partir de données du GUS, 1994 et 1998b.

b- Des Disparités plus fortes

L'écart-type (EN) de la distribution du PIB par habitant sur la période 1986-1996 conduit à la représentation suivante :

Figure 1: Evolution de l'écart-type du PIB par habitant entre 1986 et 1996



Sources : calculs effectués à partir de GUS, 1994 et 1998b

Une conclusion s'impose. Les disparités de richesse entre les régions polonaises se sont accentuées au cours du processus de transformation. En effet, sur la période, l'écart-type de la distribution des PIB par tête augmente de 40,6%. Cependant, cette augmentation est concentrée principalement entre 1992 et 1995, atteignant 33,3%. A partir de 1995, la croissance des disparités semble se poursuivre mais de manière moins intensive. Cette décélération, si elle s'avérait durable, pourrait s'expliquer par le processus même de la transition et les phénomènes d'apprentissage qu'il contient. Les chocs peuvent, dans un premier temps, révéler l'inadaptation de certaines régions aux nouvelles contraintes et entraîner une chute de leur production, amplifiant ainsi les écarts régionaux, avant que les régions, dans une seconde période, réagissent et tentent de répondre aux nouvelles exigences.

La transition a conduit à un accroissement des disparités régionales. Cependant, cette approche ne dit rien sur la position relative des régions à chaque période. Pour cela, nous proposons un classement des régions selon leur PIB par tête au cours de la période.

c- Hiérarchie régionale de richesse

Cela fournit une première évaluation des capacités d'adaptation des régions à leur nouvel environnement économique. On constate des changements dans la hiérarchie des PIB par tête, que ce soit dans les régions qui occupent des rangs très élevés, moyens ou faibles. Ainsi, la région de Plock occupait le 42ème rang et la région de Poznan le 40ème rang en 1986 ; elles se positionnent dès 1992 respectivement aux 48ème et 47ème rang, alors que dans le même temps, la région de Lodz perd 6 places. De même, les régions à faible rang, Leszno, Pila, Kalisz et Konin, situées entre le 13ème et le 18ème rang, montent dans le classement et atteignent des rangs moyens. Globalement, les régions changent rapidement de rang et les trajectoires régionales s'entrecroisent. Néanmoins, il subsiste une certaine stabilité dans le classement des régions. En effet, le calcul du coefficient de corrélation de rang entre 1986 et 1996 met en évidence une forte corrélation entre les positions des différentes régions dans les classements en 1986 et en 1996, le coefficient étant de 0,86. Le classement est donc stable malgré des

modifications de position. Cependant, cette analyse masque certaines évolutions des niveaux du PIB par habitant.

En réalité, l'évolution du niveau du PIB par habitant confirme l'analyse de rang. Ce sont les régions dont la position relative s'est modifiée significativement qui ont enregistré les plus fortes variations du niveau de leur PIB, comme la région de Plock dont le PIB par habitant a cru de 88% ou encore la région de Tarnobrzeg dans laquelle il a diminué de 20%. Néanmoins, les variations du niveau de PIB ont été globalement relativement faibles, ce qui permet de dire que le processus de transition a modifié faiblement la hiérarchie régionale de la richesse tout en creusant les écarts entre les espaces les plus riches et les plus pauvres.

L'introduction du marché a conduit à une augmentation des écarts de richesse par habitant entre les différentes régions. Les régions les plus développées au début de la transition sont celles qui ont été les plus aptes à se transformer. L'adaptation des régions à leur nouvel environnement économique passe par une restructuration de leurs activités avec un recentrage vers le secteur tertiaire, plus précisément vers les services marchands, services sous-représentés sous l'ancien système. La production doit chercher à répondre à la demande des consommateurs et ne plus donner la priorité à l'industrie lourde. Cette restructuration sectorielle de la production passe par des transformations visibles au sein du marché du travail. En effet, théoriquement, le durcissement des contraintes de financement des entreprises et la concurrence accrue sur les marchés devaient permettre d'éliminer les surplus de main-d'œuvre dans les entreprises publiques. Il devait s'ensuivre une augmentation temporaire du nombre de chômeurs, le développement du secteur privé et particulièrement des services devant absorber cet excédent de main-d'œuvre. Les choses ne se sont pas passées aussi simplement dans toutes les régions. Des processus diversifiés ont vu le jour. Les mécanismes marchands n'ont nullement été les seuls à l'œuvre dans le processus de transformation du marché du travail, l'héritage systémique propre à chacune des régions et notamment les dotations en facteur travail et la structure sectorielle de l'activité économique ont également été déterminantes. Les marchés du travail régionaux sont des révélateurs du dynamisme et des forces inertielles qui sont à l'œuvre dans le processus de transformation systémique des régions. Le marché du travail apparaît donc comme un intermédiaire important entre la restructuration sectorielle résultant de l'ouverture du marché et l'accentuation des disparités régionales de croissance. Ainsi, les caractéristiques et la structure des marchés du travail régionaux déterminent et reflètent en partie les mécanismes régionaux d'adaptation. Les particularités régionales du marché du travail permettent donc de préciser la nature du processus de re-polarisation à l'œuvre au cours de la transition.

III- Comprendre l'accentuation des disparités régionales de croissance à travers le marché du travail

L'évaluation des caractéristiques régionales de la main-d'œuvre permet d'observer de quelle manière le marché du travail s'est transformé. Le premier élément qui mérite d'être souligné est que le processus d'adaptation de la main-d'œuvre exclut une mobilité géographique des travailleurs (III-1). Ainsi, l'adaptation passe par un redéploiement sectoriel de la main-d'œuvre (III-2). Chaque région suit son propre processus de transformation.

III-1. Les barrières à la mobilité des personnes

Les différences en avantages économiques nets, spécifiquement les différences de salaires et de taux de chômage constituent une des causes principales des migrations (Borjas,

2000). Avec le passage à l'économie de marché et les réorientations d'activité nécessaires, le chômage est apparu. Il touche différemment les régions comme nous le verrons plus en détails ultérieurement. Cependant, dès à présent, nous pouvons noter qu'il existe de grandes disparités spatiales, le taux de chômage variant entre 25,7% à Slupsk et 4,1% à Varsovie pour une moyenne nationale de 13,2% en 1996. Les écarts sont importants comme le sont également les écarts régionaux de rémunération. Les différences de salaires entre les régions ont cru, spécialement dans le secteur des services entre 1994 et 1998.

Tableau 1 : Relative wage variance across voivods

Secteur manufacturé		*Services*	
1994	1998	1994	1998
0,62	0,76	0,54	0,75

Source : Deichmann & Henderson, 2000

Ces différentiels régionaux de salaires et de chômage persistant entre régions voisines laissent présager des flux migratoires croissants. Cependant, cela n'a pas été le cas.

Les migrations domestiques (intra et interrégionales) ont accusé une baisse de 31,6% entre 1989 et 1997. En 1997, seulement 417 031 personnes ont changé de lieu d'habitation, soit moins de 1% de la population. Les migrations sont faibles et les Polonais peu mobiles. L'étude de la structure des migrations renforce ce fait.

L'analyse des flux migratoires montre que les migrations interrégionales s'effectuent entre régions contiguës et principalement des espaces peu développés vers des espaces dynamiques. Ainsi, les habitants de Siedlce sont attirés par Varsovie ou encore, ceux de Pila par Poznan. Les régions dynamiques exercent un effet d'attraction qui n'est pas nouveau.

Tableau 2 : Les principales régions à soldes migratoires domestiques positifs

Rang	***1990***		***1996***	
	Régions	*Solde migratoire*	*Région*	*Solde migratoire*
1	Katowice	15938	Varsovie	7090
2	Varsovie	5007	Cracovie	2685
3	Poznan	2766	Poznan	2340
4	Gdansk	2594	Gdansk	2159
5	Cracovie	1426	Katowice	1745
6	Lodz	1213	Bialesko-Biala	1298
7	Szczecin	787	Wroclaw	1201
8	Rzeszow	772	Lodz	796
9	Opole	719	Szczecin	338
10	Legnica	716	Opole	315
11	Koszalin	551	Bialystok	210
12	Bialesko-Biala	207	Legnica	80
13	Wroclaw	77	Lublin	60

Sources : GUS, 1991 et 1997

Ce sont principalement les mêmes espaces qui présentent des soldes migratoires positifs en 1990 et 1996. Cependant, ces soldes sont beaucoup moins importants en 1996 : ils ont baissé d'environ 33%. Une baisse spectaculaire est enregistrée pour Katowice. Ceci s'explique par sa situation économique et notamment par les restructurations qu'elle doit entreprendre pour s'adapter aux nouvelles contraintes. En effet, cette région concentrait et concentre encore une part importante de l'industrie lourde. De nombreuses usines de ce secteur sont donc destinées à

disparaître et la population ne migre plus autant vers cette région. Cette analyse est également valable pour d'autres espaces tels que Legnica mais dans une moindre mesure.

Il est essentiel de noter que ces régions, qui attirent plus de personnes qu'elles n'en perdent, sont celles des grands centres urbains et les régions les plus dynamiques. Ce fait va dans le sens d'une concentration spatiale accrue de la richesse. Il est renforcé par le niveau de qualification des migrants. En effet, ce sont les personnes les plus diplômées qui migrent vers la ville (Szymkiewicz & Dudzinski, 2001). Ce processus n'est pas unique. Il existe également un mouvement de retour à la campagne dans certains espaces.

La structure des migrations domestiques se modifie. Non seulement les flux migratoires domestiques totaux diminuent, mais les flux de la campagne à la ville ont accusé un déclin alors que les mouvements de migrations de la ville à la campagne ont cru sensiblement. Cette tendance est récente et elle est propre à la transition. Elle reflète un phénomène d'adaptation de la population : le retour des personnes les moins diplômées vers la campagne, ces dernières espérant mieux y vivre grâce à l'agriculture[5] (Szymkiewicz & Dudzinski, 2001).

Tableau 3 : La structure des migrations domestiques entre 1991 et 1997 en Pologne

Période		***1991-1995***	***1995***	***1996***	***1997***
Déplacement total de personnes en milliers		2313,9	419,7	427,3	417
Aires urbaines :	- Entrées	1424,6	239,3	243,5	233,5
	- Sorties	1106,7	212,4	220,2	217,7
Aires rurales :	- Entrées	889,3	180,4	183,8	183,5
	- Sorties	1207,2	207,3	207,1	199,3
Soldes migratoires dans les villes		317,9	26,9	23,3	15,8

Sources : GUS, 1998a et Deichmann & Henderson, 2000

C'est notamment dans des régions favorisées que ces mouvements sont les plus importants même s'ils restent très faibles. Certaines de ces régions, comme les régions de Katowice, Cracovie, Gdansk, Poznan et Bialesko-Biala présentent même, en 1997, un solde migratoire positif à la campagne supérieur à celui de la ville. Ainsi, la campagne exerce un effet attractif dans l'espace régional de Katowice nettement supérieur à celui de la ville. Les zones urbaines perdent 913 personnes en 1997 alors que les zones rurales attirent 1 407 personnes. Dans une proportion moins importante, le même phénomène se produit à Bialesko-Biala, le solde des mouvements migratoires vers la ville étant quasi nul alors que celui de la campagne est de 1 057 personnes.

a- Les migrations intrarégionales

La part des migrations intrarégionales dans les migrations domestiques totales est très importante. Au niveau global, elle représente, en 1997, 60,08 % des migrations internes totales, atteignant 75,7% dans la voivodie de Gdansk contre respectivement 40,1%, 44%, 46,8% et 49,8% dans les régions de Sieradz, de Lodz, de Lomza et de Pila. Donc, quand les habitants migrent, ils privilégient leur région d'origine.

De manière générale, les migrants privilégient d'autant plus leur région d'origine qu'ils habitent des régions relativement riches, exception faite de Lodz. Parmi ces régions, notamment pour les régions de Legnica, Poznan, Wroclaw et Cracovie, la part des migrations

[5] cette tendance est récente.

intrarégionales villes-campagne dans les migrations intrarégionales est supérieure à la moyenne nationale. Ce phénomène se manifeste également dans les espaces régionaux de Czestochowa, Szczecin, Opole et de Rzeszow. Il renforce un élément déjà mis en évidence précédemment, l'enclenchement dans certains espaces d'un retour à la campagne des populations les moins qualifiées.

A ce mouvement s'ajoute un autre mouvement, celui d'une perte d'attraction de certaines villes du Sud-Est du pays. Jusqu'en 1990, les régions très faiblement urbanisées de l'Est du pays connaissaient une croissance de leur population urbaine. Ces espaces régionaux enregistraient des taux de croissance moyens annuels de leur population urbaine les plus importants, supérieur à 1,5% (Deichmann & Henderson, 2000). A partir de 1990, dans certaines de ces régions et notamment les régions du Sud-Est de Przemysl, Tarnow, Nowy Sacz, Krosno, Zamosc, Radom, Rzeszow, Bialesko-Biala, un mouvement inverse s'est enclenché. Les mouvements migratoires de la ville à la campagne sont devenus supérieurs à ceux de la campagne vers la ville. Ce processus concerne également les régions de Konin, Kalisz et Sieradz.

La transition a réduit les mouvements domestiques de personnes. Les individus recherchent donc la sécurité et hésitent à migrer, malgré les différentiels régionaux de salaires et de taux de chômage. Certains facteurs sociaux comme l'importance de la famille, l'attachement aux traditions, mais surtout des causes économiques, expliquent la faiblesse des mouvements migratoires domestiques. En particulier, la pénurie de logement et les loyers pratiqués ont contribué à réduire les migrations vers les grandes villes. Malgré une progression de 3,6 unités depuis 1990, le nombre de logements pour 1000 habitants était de 302,3 contre environ 400 pour la moyenne des pays d'Europe de l'Ouest en 1998 (Blunt & Muziol-Weclawowicz, 1998). La disponibilité en logement est un des éléments déterminant les migrations domestiques et particulièrement leur destination. Les espaces régionaux où le nombre de logements disponibles en zone urbaine rapporté à la population urbaine est le plus élevé exercent un effet attractif sur la population (Deichmann & Henderson, 2000).

Deux mouvements migratoires domestiques de faible volume existent. Ils dépendent en grande partie du niveau de qualification du migrant et de sa région d'origine. Le premier et le plus significatif est celui qui s'exerce vers les principaux centres urbains et concerne principalement les personnes les plus diplômées qui se déplacent entre les régions ou à l'intérieur de leur région. Ces déplacements de population (lorsqu'ils s'effectuent entre régions pauvres et régions favorisées) renforcent les handicaps des régions les plus pauvres : celles-ci se vidant de leurs habitants les plus dynamiques. Ils contribuent également à accentuer les écarts de développement entre la ville et la campagne au sein des régions dynamiques. Le second mouvement beaucoup moins significatif est un mouvement intrarégional. Il s'agit du retour à la campagne des personnes les moins diplômées, mouvement qui intensifie les inégalités rurales-urbaines. Ainsi, les migrations qui ont eu lieu, en Pologne, malgré les problèmes locatifs, ont contribué à renforcer par ce biais le déséquilibre dont elles sont nées même si cela reste dans l'absolu relativement négligeable en raison du faible volume des mouvements migratoires. Elles participent à la formation d'inégalités spatiales plus grande, que ce soit au niveau régional ou local. Ces deux mouvements, alliés à une perte d'attractivité des villes de l'Est, vont dans le sens de l'existence d'un processus cumulatif de croissance des espaces régionaux les plus urbanisés au cours de la transition en Pologne. Cependant il nous faut conclure prudemment car le nombre de migrants est très faible. Sa portée est donc réduite et nous ne pouvons en tirer d'autres conclusions même si la tentation est grande. L'adaptation de la population polonaise ne passe donc que très peu par une décision de changer de lieu d'habitation. Il en est tout autrement des décisions d'expatriation.

b- Déplacement à l'étranger

Alors que les mouvements migratoires domestiques ne sont pas aussi élevés que le laissent présager les différentiels régionaux de salaires et de taux de chômage, en raison notamment des problèmes locatifs existant, les travailleurs polonais n'hésitent pas à aller chercher temporairement du travail à l'étranger. En 1995, une étude montrait qu'environ 900 000 citoyens polonais avaient passé plus de deux mois à l'étranger (Deichmann & Henderson, 2000). Ce sont principalement des personnes âgées de 20 ans à 40 ans ayant un niveau de qualification secondaire. Une grande partie migre vers l'Europe de l'Ouest. Aucune donnée statistique par région n'est disponible. Les seules données disponibles proviennent d'Allemagne et ne donnent pas la région polonaise de provenance des migrants. En 1993 et 1995, respectivement 143 861 et 170 576 travailleurs saisonniers polonais occupaient un emploi en Allemagne. Il n'est pas possible en l'état d'évaluer l'impact de ces migrations temporaires sur le développement régional et sur l'évolution des inégalités entre les espaces régionaux. Cependant, l'effet induit le plus important de ces mouvements, est la croissance de la demande locale. Cet effet positif provient des transferts d'épargne effectués par les travailleurs polonais vers leur région d'origine. En raison de leur histoire et de leur proximité géographique et culturelle avec l'Allemagne, il est fort possible que les Polonais des régions de l'Ouest du pays aillent travailler temporairement en Allemagne plus facilement que les autres citoyens polonais. Si cette hypothèse était vérifiée, cela pourrait expliquer partiellement le développement plus important de ces régions par rapport à l'Est du pays, via notamment les effets positifs sur la demande locale.

La faible mobilité de la main-d'œuvre est liée en Pologne aux conditions matérielles. L'ouverture du marché a entraîné un recul des mouvements des personnes à l'intérieur du pays. Les migrations n'exercent que des effets d'entraînement marginaux sur la croissance des régions. Ces effets sont très difficiles à évaluer précisément étant donné qu'aucune donnée sur le niveau de qualification des migrants n'est disponible à un niveau régional.

III-2. Les dotations en facteur travail

L'objectif est de vérifier dans quelle mesure la structure et l'évolution des marchés régionaux du travail permettent d'expliquer l'accroissement des disparités régionales existantes. Nous utilisons une technique simple, l'écologie factorielle, qui permet de résumer l'information contenue dans plusieurs variables mesurées en différents lieux. Cette technique permet de constituer une plus petite matrice de données qui ne comprend que quelques classes de lieux. La répartition en classes se fait en fonction du degré de ressemblance des différents lieux dans l'espace des variables. Cette méthodologie, fréquemment utilisée en économie spatiale (Béguin & Pumain, 1994 et Thomas & Zénou, 1999), est ici appliquée à l'échelle régionale polonaise.

Les variables retenues sont déterminées à partir de la problématique et des contraintes statistiques. Elles caractérisent le marché du travail et ses liens avec le niveau de richesse régionale au cours de la transformation systémique.

L'examen de la localisation des dotations factorielles permet d'évaluer les capacités productives des régions. L'évolution des marchés du travail locaux peut donc être un élément explicatif de l'absence de convergence des trajectoires régionales de croissance depuis 1990, via le niveau d'adaptation de la main-d'œuvre. Il s'agit d'évaluer le potentiel productif des régions en 1996, à partir de l'emploi. Ainsi, on calcule la part de l'emploi régional dans l'emploi national pour déterminer les différences de dotations en facteur travail et on analyse les conséquences de la transition sur les différences régionales de taux d'activité. On affine ainsi l'analyse des disparités, en particulier en termes de productivité. Ensuite, on s'intéresse aux éléments représentatifs des changements économiques qui touchent le marché du travail.

Les variables retenues sont la contribution des régions à l'emploi national (EMPNAT), le taux d'activité (TXAC), le taux de chômage (TXU), le nombre d'embauches (EMB), le nombre de licenciements (LIC), le nombre de chômeurs par offre d'emploi (NBUOFF), le pourcentage de chômeurs ayant droit aux indemnités de chômage (DTALL), l'accroissement naturel (ACCNAT) et le PIB par habitant (PIBHAB) pour les 49 régions polonaises.

a- Le potentiel productif des régions

Les dotations en facteur travail sont inégalement réparties sur le territoire polonais. De manière générale, la répartition spatiale du facteur travail (saisie par EMPNAT) est sensiblement la même que celle de la valeur ajoutée mais les écarts sont moins marqués. Parmi les seize régions qui concentrent la plus grande part de l'emploi national, se trouvent les onze régions qui produisent à elles seules 54,3% de la valeur ajoutée nationale auxquelles il faut ajouter les régions de Kielce, Nowy Sacz, Radom et Rzeszow. La structure spatiale de la contribution des régions à l'emploi national est corrélée positivement à celle du PIB par habitant.

Il existe des différences de productivité entre les régions polonaises notamment parmi les seize régions citées où le facteur travail est le plus concentré. Les régions peu développées à prédominance agricole de Rzeszow, Radom, Nowy Sacz présentent une faible productivité. En effet, malgré une part dans l'emploi national respectivement de 2,3% ; 2,1% et 2,1%, elles ne contribuent que dans une plus faible proportion à la valeur ajoutée nationale, leur contribution n'étant respectivement que de 1,6% ; 1,6% et 1,2%. Les onze régions qui produisent 53,4% de la richesse nationale ne concentrent que 43,5% du facteur travail en 1996. Ces régions ainsi que la région de Plock enregistrent les plus importants niveaux de productivité du pays.

Tableau 4 : Variables retenues (maximum (max), minimum (min), moyenne nationale)

Variables	Max		Min		Moyenne nationale
TXU	Slupsk	25,7%	Varsovie	4,1%	13,2%
TXAC	Varsovie	49,7%	Elblag	31,1%	40,1%
EMB	Varsovie	276,4	Chelm	7,9	210,3
LIC	Varsovie	231,1	Chelm	7,7	190,3
NBUOFF	Skierniewice	3452	Varsovie	35	171
DTALL	Slupsk	64,6%	Tarnobrzeg	40,4%	51,9%
EMPNAT	Katowice	9,8%	Chelm	0,7%	
ACCNAT	Nowy Sacz	6,4	Lodz	-5,5	1,1
PIBHAB	Varsovie	200,5	Zamosc	58,6	

Une des adaptations du marché du travail au cours de la transition a été l'établissement de programmes de préretraite. Ceux-ci ont été largement utilisés au début des réformes et ont permis en outre de réduire les surplus de main-d'œuvre dans les entreprises. Cependant, cela n'a pas eu de conséquences réelles sur les taux d'activité régionaux (TXAC). Au niveau national, le taux d'activité a stagné, les départs en préretraite ayant été compensés par l'entrée des jeunes dans le chômage, liée à un système d'indemnisation du chômage n'impliquant pas d'avoir travaillé antérieurement. Ce sont surtout les travailleurs en âge post-actif qui sont entrés dans l'inactivité, leur taux d'activité passant de 26,3% à 13,7% entre 1990 et 1995 (Blanchard *et alii*, 1995). En 1996, le taux d'activité national est de 40,1%. Il varie entre 49,7% à Varsovie et 31,1% à Elblag. Les taux les plus élevés sont principalement enregistrés dans les régions agricoles, ce qui souligne l'utilisation importante du facteur travail dans l'agriculture. Les régions les plus pauvres ne sont pas celles où les taux d'activité sont les plus faibles et inversement. Il n'existe pas de corrélation significative entre les variables PIB par habitant et

taux d'activité des régions (voir tableau 5).

b- Evaluer l'adaptation des marchés régionaux du travail

Les premiers résultats de l'ouverture et des restructurations sectorielles sont les licenciements et l'apparition du chômage. Aussi le taux de chômage (TXU) est-il un indicateur retenu.

La rétention de main-d'œuvre était très courante sous le système de planification centralisée. Une des premières conséquences de l'introduction de la concurrence a été la nécessaire réduction du surplus de main-d'œuvre dans les entreprises et l'apparition du chômage. En 1992, la rétention de main-d'œuvre était évaluée à 12% des effectifs en moyenne (Blanchard et alii, 1995). En 1996, le taux de chômage varie en fonction des régions entre 4,1% à Varsovie et 25,7% à Slupsk. Au 31 décembre 1996, le taux de chômage national était de 13,2% et son niveau atteignait 2 508,3 milliers d'individus. Il existait de grandes différences entre les régions. Les plus faibles taux de chômage étaient enregistrés dans les régions où se trouvent les plus grandes villes du pays, telles que les régions de Cracovie et de Poznan dont les taux de chômage étaient de 6,1% et de 6,2%.

Ce sont les régions du Nord et du Nord-Est où dominaient les fermes d'Etat, avant 1990, qui enregistraient les taux de chômage les plus importants, particulièrement pour les voivodies de Koszalin (24,7%), Slupsk (25,7%), Suwalki (24,6%), Olsztyn (23,6%), Elblag (23,4%) mais également celle de Wloclawek (21,5%). S'ajoute l'espace du Sud-Ouest de la Pologne formé par les voivodies de Jelenia Gora, Legnica et Walbrzych, régions à vocation industrielle. Viennent ensuite les régions du Sud-Est du pays et du Centre, où les taux de chômage étaient supérieurs à la moyenne nationale. Les régions du Sud-Est, ont été caractérisées par le monopole des grandes usines industrielles sur la main-d'œuvre, ce qui impliquait une certaine spécialisation des travailleurs en termes de formation, permettant d'expliquer les problèmes actuels existant sur le marché du travail. La main-d'œuvre est fortement spécialisée et le démantèlement des grands centres industriels pose d'importants problèmes, notamment relatifs au recyclage des travailleurs qui ne peuvent répondre aux offres de travail, n'ayant pas la formation adéquate.

L'analyse menée occulte une partie des chômeurs. En effet, les données officielles sur le chômage ne reflètent pas l'ensemble de la population car les habitants de fermes individuelles inférieures ou égales à 2 hectares ne perçoivent pas d'allocation lorsqu'ils sont au chômage. Rien ne les pousse à se faire recenser. De plus, le phénomène du double emploi qui existait dans certaines régions agricoles, avant 1990, s'est largement réduit. Il existe en conséquence un chômage indirect que les statistiques nationales ne prennent pas en considération. La part des personnes travaillant en dehors des fermes agricoles dans le total des employés du secteur primaire a diminué. Elle est passée de 36,3% à 27,3% entre le 31 décembre 1988 et le 31 décembre 1994. Ainsi, 450 000 personnes ont perdu leur emploi en dehors de la ferme. Le déclin de cette forme mixte d'emploi a été record dans les régions du Sud-Ouest et du Sud-Est de la Pologne.

L'ensemble des régions a connu les mêmes tendances d'évolution du chômage que la moyenne nationale, à l'exception des régions de Ciechanow, Radom, Szczecin et Tarnow qui n'ont enregistré une diminution de leur taux de chômage qu'à partir de décembre 1995. Le nombre de chômeurs enregistrés entre le 1er juillet 1995 et le 30 juin 1996 a chuté de 185 700 individus, soit de 6,9%. En valeur réelle, les plus grandes baisses ont été enregistrées à Gdansk (-11 100 individus), à Walbrzych (-104 000), à Olsztyn (-9 500), ainsi qu'à Lodz, Kielce et Siedlce (supérieure à 8 000). La comparaison du nombre de chômeurs en fin de période par rapport à l'effectif des chômeurs en début de période montre que c'est dans les voivodies de Pila, Gdansk, Gorzow Wielkopolski, Walbrzych, Poznan, Skierniewice, Varsovie et d'Olsztyn que le chômage a le plus baissé (diminution de 16% à 10,2% du nombre de chômeurs). Les

changements les plus faibles sont observés dans les régions de Nowy Sacz, Szczecin, Tarnobrzeg, Lomza et de Wloclawek

Le nombre de chômeurs enregistrés pour une offre d'emploi (NBUOFF) est un indicateur de l'état du marché du travail. Son étude au niveau régional permet de mettre en relief les régions ayant un marché du travail en reconversion, où les chances de trouver un emploi sont les plus importantes compte tenu du niveau des créations d'emploi. Le nombre de chômeurs enregistrés pour une offre d'emploi entre le 31 décembre 1990 et le 31 juin 1996 a augmenté de 230% au niveau national. Dans l'ensemble des régions, les chances de trouver un emploi se sont réduites, exception faite des voivodies de Sieradz, Lublin, Gdansk, Siedlce et de Suwalki. Les détériorations ont été les plus importantes dans les régions de Tarnobrzeg, de Bialesko-Biala, de Slupsk et de Skierniewice avec des croissances respectives de 1835,4%, 1353,9%, 1347,2% et 1265% du nombre de chômeurs enregistrés pour une offre d'emploi. Pourtant, ce ne sont pas ces espaces régionaux qui enregistraient les taux de chômage les plus élevés dans le pays si l'on exclut la voivodie de Slupsk.

Au 31 décembre 1996, la moyenne nationale était de 171 chômeurs enregistrés pour une offre de travail. Les valeurs extrêmes étaient de 35 chômeurs enregistrés pour une offre de travail à Varsovie contre 3452 à Skierniewice. Dans les régions de Varsovie, Gdansk, Wroclaw, Cracovie, Poznan, Gorzow Wielkopolski, les chances de trouver un emploi pour un chômeur étaient les plus importantes. Le marché du travail est donc plus flexible dans les espaces à forte concentration urbaine. Ce sont également ces espaces qui enregistrent les taux de chômage les plus bas comme nous l'avons vu précédemment. Les restructurations sectorielles y sont plus rapides et les reconversions y ont lieu plus facilement qu'ailleurs. Les régions où les chances de trouver un emploi sont les plus minces sont celles de Przemysl, Ciechanow, Jelenia Gora, Krosno, Zielona Gora. Ce n'est pas forcément dans les régions où le taux de chômage est le plus élevé que les chances de trouver un emploi sont les plus faibles (confère tableau 5, la variable TXU n'étant pas significativement corrélée à NBUOFF). En effet, les voivodies d'Elblag, de Koszalin, de Nowy Sacz, de Wloclawek, de Suwalki et Olsztyn enregistrent des taux de chômage très élevés avec néanmoins un nombre de chômeurs pour une offre d'emploi proche de la moyenne nationale.

Il existe d'importantes disparités régionales sur le marché du travail, qui se sont accentuées au cours des sept dernières années. La structure socio-économique des régions a également évolué. L'étude des modifications de la répartition sectorielle des actifs montre une ré-allocation de la main-d'œuvre principalement des secteurs primaire et secondaire vers le secteur tertiaire, suite au développement des services (Bourdeau-Lepage, 2000). Ce processus d'adaptation du marché du travail passe par des licenciements (LIC) et des embauches (EMB), principalement des licenciements dans le secteur secondaire et des embauches dans le tertiaire. Nous avons par conséquent choisi comme autres variables représentatives des adaptations du marché du travail, le nombre d'embauches et le nombre de licenciements pour chacune des 49 régions. Ces variables sont fortement corrélées positivement, comme le montre le tableau 5 (le $r > 0,8$) mais également avec la variable EMPNAT. Les régions dont la part de l'emploi dans l'emploi national (EMPNAT) est la plus importante, connaissent le plus grand nombre de licenciements et d'embauches. Ce qui n'est pas étonnant si on se souvient que les ré-allocations sectorielles mobilisent principalement les individus les plus qualifiés qui se trouvent justement dans ces régions. Ces espaces présentent un marché du travail beaucoup plus flexible et disposent d'une main d'œuvre en mesure de s'adapter aux besoins du marché. Nous ne disposons pas du niveau de qualification et de l'origine sectorielle des personnes licenciées ou embauchées pour chacune des 49 régions. Par conséquent, les liens au niveau régional ne peuvent pas être directement évalués.

Le degré de stagnation du chômage s'explique en partie par le mode de redéploiement de la main-d'œuvre. D'importants transferts directs d'emploi à emploi ont lieu (Delteil et Pailhé, 2001). Ainsi, une partie des flux d'emploi du secteur public se dirigent vers le secteur privé (Boeri, 1997). Les transformations du marché du travail sont à mettre en relation avec le processus de restructuration de l'appareil productif.

Les restructurations et notamment les licenciements qu'elles ont induits ont nécessité la mise en place d'un système d'indemnisation des chômeurs. Le pourcentage de chômeurs ayant droit à l'allocation chômage (DTALL) dans chacune des régions permet d'évaluer cette adaptation et ces variations régionales. Au niveau national, le pourcentage de chômeurs ayant droit à l'allocation chômage est de 51,9%. Cependant, il est plus important dans les régions où le taux d'activité est faible.

Nous avons choisi de prendre également en compte un indicateur du dynamisme démographique, l'accroissement naturel de la population (ACCNAT). Il traduit une caractéristique socio-économique de la population. Le dynamisme démographique est spatialement diversifié. C'est en grande partie dans les régions agricoles que l'accroissement naturel de la population est le plus élevé, ce qui n'a rien de surprenant. Les régions agricoles sont les espaces les moins urbanisés, or l'accroissement naturel à la campagne est nettement supérieur à celui de la ville. Il est en moyenne de 2,2 pour 1000 habitants à la campagne et nul à la ville au niveau national. Les modes de vie évoluent lentement dans ces régions. Cette variable est corrélée négativement à LIC, EMB, EMPNAT et PIBHAB et positivement à TXU.

Tableau 5 : Coefficients de corrélation entre variables

	TXU	TXAC	EMB	LIC	NBUOFF	DTALL	EMPNAT	ACCNAT
TXAC	-0,589							
EMB	-0,470	0,051						
LIC	-0,465	0,030	0,998					
NBUOFF	0,072	0,035	-0,270	-0,276				
DTALL	0,200	-0,553	0,138	0,145	-0,147			
EMPNAT	-0,548	0,190	0,955	0,957	-0,259	-0,013		
ACCNAT	0,434	-0,174	-0,433	-0,446	0,042	0,150	-0,401	
PIBHAB	-0,369	0,035	0,656	0,650	-0,260	0,133	0,559	-0,348

Les coefficients de corrélation du tableau 5 rendent compte des ressemblances entre les distributions spatiales des variables prises deux à deux. Les variables EMPNAT, EMB et LIC sont hautement interconnectées entre elles, leurs coefficients de corrélation sont en valeurs absolues supérieurs à 0,8. Conformément à l'attente, PIBHAB est corrélé positivement à EMPNAT et à EMB et LIC. En effet, nous avons pu mettre en évidence précédemment (III.1) que ce sont les régions qui disposent de la plus grande part des travailleurs qui sont les plus riches. En d'autres termes les régions les plus riches concentrent le plus grand nombre de licenciements et d'embauches, ce sont celles qui s'adaptent le mieux ; alors que les régions les plus démunies enregistrent les TXU et l'ACCNAT les plus élevés. Il existe donc une discrimination économique des espaces régionaux fondée sur leurs dotations en facteur travail, leur capacité d'adaptation et leur structure socio-économique et urbaine. Les variables DTALL, NBUOFF et TXAC apportent chacune une information complémentaire par rapport à ces grandes tendances.

IV- Marché du travail et disparités régionales : une typologie des régions

Une analyse comparative entre les régions polonaises permet d'illustrer le rôle des dotations factorielles en travail dans les processus d'adaptation. La confrontation des variables retenues pour traduire les adaptations régionales du marché du travail met en évidence une diversité des ajustements régionaux, que ce soit dans leur rythme ou dans leurs modalités. Elle souligne également l'influence des conditions initiales différentes (spécialisation sectorielle de l'activité, dotations factorielles…) sur le processus diversifié de croissance des régions. Au total, les éléments les plus représentatifs des changements économiques qui touchent le marché du travail contribuent à expliquer l'évolution des disparités régionales de richesse et permettent d'établir une typologie des régions poloniases.

Tableau 6 : Coefficients de corrélation entre variables et facteurs principaux

	facteur 1	facteur 2	facteur 3
TXU	- 0,661	- 0,508	
TXAC		0,848	
EMB	0,949		
LIC	0,948		
NBUOFF			0,845
DTALL		- 0,810	
EMPNAT	0,936		
ACCNAT	- 0,574		
PIBHAB	0,732		

Note : Seuls les coefficients de corrélation supérieurs à 0,500 sont indiqués.

Nous avons déjà présenté (III-2) une partie des résultats de la procédure d'analyse en composantes principales, notamment les corrélations entre les variables retenues prises deux à deux. L'observation des histogrammes des valeurs propres pour 1996 suggère de retenir les deux premiers axes. Ils permettent d'analyser 67% de la dispersion globale des individus. Le premier axe capte plus de 46% de la dispersion globale. Il traduit un phénomène marqué. Une analyse plus complète est conduite en ajoutant le troisième axe pour observer 77% de la dispersion globale.

Toutes les variables ne sont pas corrélées positivement avec l'axe 1. Sur le cercle 1-2, la plupart sont relativement bien représentées à l'exception du nombre de chômeurs par offre d'emploi et du taux d'accroissement naturel de la population.

Le nombre d'embauche (0,94) [6] et de licenciements (0,94) ainsi que la part régionale dans l'emploi national (0,93) sont les plus fortement corrélés au facteur 1 avec le PIB par habitant (0,73) et la variable taux de chômage (-0,66). La transformation systémique suppose une restructuration des activités et particulièrement le développement du secteur tertiaire. La réorientation de la main-d'œuvre est reflétée dans le nombre d'embauches et de licenciements. L'axe 1 est ainsi déterminé par des variables caractéristiques des régions qui subissent un fort changement structurel. Il s'interprète comme un axe caractérisant le dynamisme du marché du travail et le niveau de richesse régionale. Il nous apprend aussi que ce sont les régions les mieux dotées en facteur travail qui s'adaptent le mieux et qui connaissent les taux de chômage les plus bas et le PIB par habitant le plus élevé. Il s'agit principalement des régions de Varsovie, Katowice et dans une moindre mesure celles de Poznan, Cracovie, Wroclaw Gdansk et Lodz. L'axe 1 oppose donc les régions où se concentrent les principaux centres urbains aux autres régions polonaises. Il traduit une concentration spatiale de la richesse liée à une meilleure adaptation du marché du travail au cours de la transition.

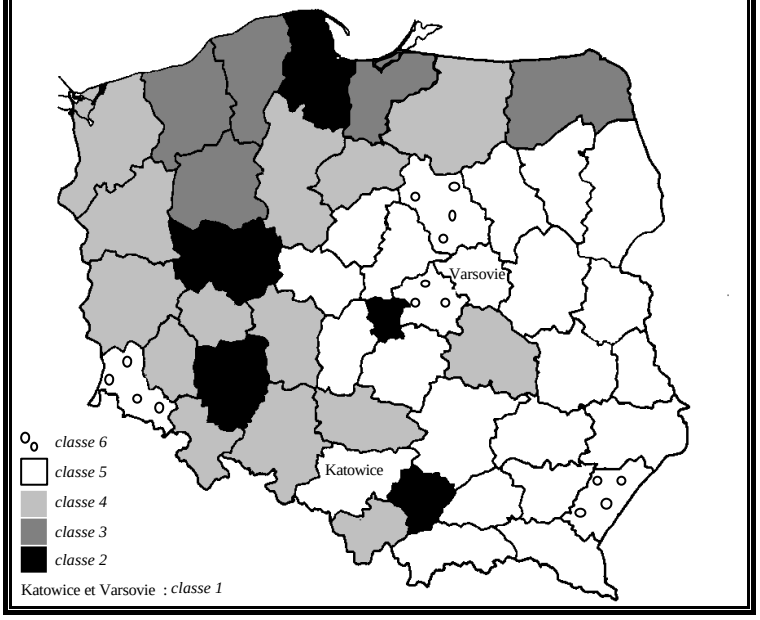
[6] Les chiffres entre parenthèses correspondent aux coefficients de corrélation pour 1996.

Le facteur 2 oppose le taux d'activité de la population (0,84) au droit à l'allocation chômage (-0,81) et au taux de chômage (-0,50). Ce facteur caractérise les régions où le taux d'activité est élevé et où le pourcentage de chômeurs ayant droit à l'allocation est faible. Il divise en deux groupes les régions où ne se concentrent pas de grandes villes. On retrouve l'opposition entre les régions mono-fonctionnelles Tarnobrzeg, Zamosc, Tarnow, Sieradz, Chelm, Krosno, Nowy Sacz, Bialapodlaska, Przemysl situées en grande partie à l'Est et les régions à activité plus diversifiée de Suwalki, Slupsk, Elblag, Koszalin et Pila localisées au Nord. Ce facteur montre la diversité d'adaptation en fonction de la spécialisation sectorielle et de la situation géographique.

Le facteur 3 est caractérisé par le nombre de chômeurs par offre d'emploi (0,84). Il indique une direction résiduelle et permet de mettre en évidence les régions où la probabilité de trouver un emploi est la plus importante.

A partir de ces 3 facteurs, une classification hiérarchique ascendante sans contrainte de contiguïté permet de former des classes de régions. La carte 3 présentent les classes ainsi obtenues.

Carte 3: Résultats de la procédures de classification



La classe 1 est la dernière à fusionner avec les autres. Elle est la plus spécifique. Elle comprend deux régions très urbanisées qui concentrent la plus importante proportion de la main-d'œuvre et le PIB par habitant le plus élevé.

La classe 2 présente des caractéristiques semblables à la première ; cependant elle regroupe des lieux d'agglomération moins importants. Ces 5 espaces régionaux ont également un score élevé dans la première composante. Le facteur 1 divise donc la Pologne en deux groupes de régions, les régions où se concentrent les plus grandes villes du pays et où les transformations s'effectuent rapidement (classe 1 et 2) et les espaces régionaux où les transformations progressent plus difficilement en raison notamment d'une spécialisation sectorielle très inertielle et d'une main-d'œuvre difficile à recycler (les 4 autres classes).

Si l'on dépasse cette distinction et que l'on analyse les autres regroupements de régions on s'aperçoit que le pays est découpé schématiquement en deux, avec à l'Est et au Centre, les classes 6 et 5 et à l'Ouest et au Nord, les classes 4 et 3. Ce qui différencie ces parties du pays c'est le facteur 2.

La classe 5 est composée de 19 régions principalement mono-fonctionnelles (agricoles ou non), où les taux d'activité sont très élevés. Ces espaces régionaux souffrent d'un très faible développement des activités industrielles et des services et de leur forte spécialisation sectorielle. Ce sont des régions où les ré-allocations sectorielles de la main-d'œuvre ne s'effectuent que faiblement. Des valeurs élevées sont enregistrées sur le facteur 3 pour la classe 6, c'est-à-dire principalement sur la variable NBUOFF. Il s'agit de régions où le nombre de chômeurs par offre d'emploi est très élevé. Les chances de trouver un emploi dans ces 4 espaces sont réduites. Le marché de l'emploi semble être en dépression.

Contrairement aux régions de l'Est et du Centre, les 5 régions de la classe 3 se caractérisent par un pourcentage de chômeurs ayant droit à l'allocation chômage et un taux de chômage très élevés et un PIB par habitant plus important. Les restructurations ont lieu dans ces régions mais ont des conséquences sociales importantes. La classe 4 est un groupe atypique, composée de 14 régions. Elle comprend des régions dites intermédiaires, où l'activité se diversifie. Ce sont des régions qui s'adaptent progressivement.

L'analyse a mis en évidence le rôle des dotations en facteur travail et l'adaptation différenciée des marchés régionaux de l'emploi au nouveau système économique. Les régions les plus dynamiques sont les mieux dotées en travailleurs mais également celles où ont lieu le plus grand nombre de licenciements et d'embauches. Ce résultat est propre à la transition. Les régions doivent s'adapter aux nouvelles contraintes établies et l'une d'elles est le nécessaire développement des services marchands et la disparition de pans entiers de l'industrie. La restructuration du secteur secondaire passe par la fermeture d'usines et les licenciements (du moins dans un premier temps), alors que d'un autre côté, le développement du secteur tertiaire sous-entend la création de nouveaux postes. Ainsi, la flexibilité du marché du travail se manifeste par une adaptation de la main-d'œuvre à la demande de travail et mène à une plus grande croissance. Cette différenciation des adaptations régionales du marché du travail est aussi fortement liée aux spécialisations régionales. Ainsi, ce sont les régions mono-fonctionnelles (agricoles ou non) qui ont le plus de difficultés d'adaptation, ce qui se traduit par un faible volume de licenciements et d'embauches mais également par un taux de chômage plus bas que dans certaines régions. Ces régions connaissent une stagnation de leur marché du travail qui reflète une faible transformation de leur structure d'activité et mène à un niveau de développement économique faible.

V- Conclusion

Le processus de transformation systémique de l'économie polonaise a produit un renforcement des déséquilibres régionaux de richesse entre 1986 et 1996. Ce sont les régions les plus riches, les mieux dotées au début du processus de transition qui ont le moins subi les effets négatifs des réformes. Il s'agit principalement des régions qui, sous la planification centralisée, jouaient un rôle économique important, telles que Varsovie, Cracovie, Poznan, Wroclaw, Gdansk, Katowice et Lodz et des régions de l'Ouest, régions à structure sectorielle diversifiée. Les régions agricoles mono-fonctionnelles et les régions peu développées, situées au Centre et à l'Est du pays se sont appauvries en raison de leurs faibles capacités d'adaptation. Il existe une certaine stabilité dans la répartition spatiale de la richesse. La situation passée et les dotations initiales régionales expliquent les facultés diversifiées de transformation.

Les migrations n'ont pas été un facteur majeur de l'accentuation des disparités régionales. Cependant, elles y ont contribué à leur manière. Les personnes les plus qualifiées se sont dirigées vers les régions à marché du travail performant, où leur qualification était la mieux rémunérée, notamment vers les grandes villes. Ce mouvement à renforcer les inégalités

régionales de main-d'œuvre. Il a également favoriser l'accroissement des disparités ville-campagne.

Une segmentation du marché du travail fondée sur la hiérarchie et la spécialisation des régions est apparue, entretenant les différences régionales de développement. A l'issue de cette analyse, il est évident que les économies d'agglomération ne doivent pas être négligées dans le processus d'adaptation à l'économie de marché. En effet, les régions qui contribuent à la plus grande part de la valeur ajoutée nationale et présentent les PIB par habitant les plus importants sont celles qui sont les plus urbanisées et qui ont reçu le plus grand nombre de migrants. Il s'agit de régions, sièges des principaux centres urbains du pays, à solde migratoire domestique positif, où la main-d'œuvre est la mieux qualifiée. Ces régions attirent à elles les activités et les hommes et réduisent les possibilités de développement des régions qui leur sont proches. Par conséquent, il existe un mécanisme de polarisation de la croissance dans ces régions, liées à la flexibilité de leur marché du travail, processus qui explique l'accentuation des disparités régionales.

Ces conclusions empiriques corroborent certains résultats théoriques de la nouvelle économie géographique. En effet, nous avons montré que le marché conduit à la recherche d'économies d'agglomération expliquant la concentration spatiale des activités tertiaires et de la croissance dans les régions où sont localisées les plus grandes villes. Ceci montre l'existence de processus cumulatifs d'agglomération et souligne l'importance des trajectoires historiques de localisation. On retrouve là un phénomène qui ressemble à celui du « verrouillage » spatial souvent mis en avant par la nouvelle économie géographique. Dans le cas particulier de la Pologne en transition, les avantages comparatifs initiaux en facteur travail mais également la plus grande diversité sectorielle apparaissent comme les gages d'une adaptation plus rapide des régions aux nouvelles exigences du marché. Cependant, les spécificités de la transition polonaise conditionnent les configurations spatiales. Dans l'économie polonaise en pleine transformation, le marché est encore incomplet, cloisonné, et des rigidités freinent, voire bloquent entièrement, les phénomènes de recomposition spatiale qui auraient pu découler des purs processus d'agglomération. En particulier, la pénurie de logement réduit les mouvements de population, freinant ainsi les capacités d'adaptation des régions et limitant la re-polarisation.

BIBLIOGRAPHIE

BEGUIN M., PUMAIN D., 1994, *La représentation des données géographiques. Statistiques et cartographie,* A. Colin, Paris.

BLANCHARD O., COMMANDER S., CORICELLI F., 1995, « Unemployment and Restructuring in Eastern Europe and Russia » in : COMMANDER F., CORICELLI F. (éds), *Unemployment, Restructuring and the Labour Market in Eastern Europe and Russia,* The World Bank, Washington D.C., 289-333.

BLUNT A., MUZIOL-WECLAWOWICZ A., 1998, « Improved Management of the Existing Stock – the Case of Poland », *Housing Studies,* 13 (5), 697-711.

BORJAS J., 2000, *Labor Economics,* McGraw-Hill Higher Education (second edition), Boston.

BOURDEAU-LEPAGE L., 2000, *La question régionale dans une économie en transition, l'effet des transformations systémiques sur les inégalités régionales en Pologne,* Thèse de Doctorat, Université de Bourgogne, Dijon.

DEICHMANN U., HENDERSON V., 2000, « Urban and Regional Dynamics in Poland », Bank World, Policy Research Working Paper, 2457, septembre 2000.

DELTEIL V., PAILHE A., 2001, « Flexibilité et segmentation des marchés du travail à l'Est :un bilan comparatif » in : ANDREFF W., (dir.) *Analyses économiques de la transition,* à paraître.

ENGLMANN F., WALZ U., 1995, « Industrial Central and Regional Growth in the Presence of Local Inputs », *Journal of Regional Science,* 35, 1, pp.3-27.

GALOR O., 1996, « Convergence ? Inferences from Theoretical Models », *Economic Journal,* 106, pp.1056-1069.

GUS, 1991, *Rocznik Statystyczny Wojewodztw 1991*, Warszawa.
GUS, 1994, *Produkt Krajowy Brutto wedlug wojewodztw za 1992 rok*, Warszawa.
GUS, 1997, *Rocznik Statystyczny Wojewodztw 1997*, Warszawa.
GUS, 1998a, *Rocznik Statystyczny Wojewodztw 1998*, Warszawa.
GUS, 1998b, *Produkt Krajowy Brutto wedlug wojewodztw za 1996 rok*, Katowice.
JAYET H., PUIG J-P., THISSE J-F., 1996, « Enjeux économiques de l'organisation du territoire », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 1, pp.127-158.
KRUGMAN P., 1991, *Geography and Trade*, The MIT Press, Cambridge, Massachusetts and Louvain University Press, Louvain (Gaston Eyskens Lectures Series).
KRUGMAN P., VENABLES A., 1995, *The Seamless World : A Spatial Model of International Specialization*, NBER, Working Paper, 5220, Cambridge (Mass.).
SZYMKIEWICZ K., DUDZINSKI J-Y., 2001, « Une décennie de cheminement vers le capitalisme en Pologne » in : ANDREFF W., (dir.) *Analyses économiques de la transition*, à paraître.
THOMAS I., ZENOU Y., 1999, « Ségrégation urbaine et discrimination sur le marché du travail : Le cas de Bruxelles », in : CATIN M., LESUEUR J.-Y., ZENOU Y. (éds), *Emploi, concurrence et concentrations spatiales*, Economica, Paris (Bibliothèque de Science Régionale).

ANNEXES

Carte 4 : Découpage régional de la Pologne en 1996

Tableau 7 : Part régionale des travailleurs employés dans l'agriculture, la pêche et la forêt en pourcentage du total des travailleurs en 1996

PART	REGIONS
Supérieure à 50%	Zamosc, Lomza, Siedlce, Bialapodlaska, Ostroleka, Ciechanow, Tarnobrzeg, Przemysl
Entre 40 et 50 %	Sieradz, Chelm, Nowy Sacz, Radom, Krosno, Tarnow, Skierniewice, Plock, Kielce, Konin, Rzeszow, Wloclawek
Entre 30 et 40 %	Piotrkow, Suwalki, Bialystok, Lublin, Kalisz, Leszno, Czestochowa
Entre 20 et 30 %	Torun, Pila, Elblag, Bialesko-Biala, Opole, Olsztyn, Bydgoszcz, Gorzow Wielkopolski, Cracovie, Slupsk
Entre 20 et 10 %	Koszalin, Zielona Gora, Legnica, Poznan, Walbrzych, Jelenia Gora, Gdansk, Wroclaw, Szczecin
Inférieure à 10 %	Varsovie, Lodz, Katowice

Source : GUS, 1997